

Nous sommes nos souvenirs, dit-on, mais gare aux organisateurs de l'oubli. Où en sommes-nous du combat de mémoire historique afin de récupérer le passé républicain espagnol enfoui, et d'accélérer l'avènement d'une vraie République en Espagne, sociale, plurinationale, multiple, au terme d'une constituante ?

Je suis préoccupé. La mémoire est certes individuelle mais avant tout une réalité sociopolitique. La « mémoire historique » républicaine espagnole, après avoir été ascendante pendant 20 ans, perd aujourd'hui du terrain en Espagne. Elle est loin la manifestation du 17 avril 2010, où plus de 20.000 personnes scandaient dans les artères madrilènes leur exigence de la « Troisième REPUBLIQUE », sociale, fédérale, comme réponse à « la crise du capitalisme ». Un lien éminemment politique et pertinent. Il est loin le temps où le juge Garzon ouvrait une « instruction » contre les crimes du franquisme... vite contraint de jeter l'éponge, quelques semaines plus tard, le 18 novembre 2008. A la mise à mort : un cartel de juges proches du parti populaire et d'autres du PSOE. Pas touche aux « lois d'amnistie » et « de mémoire » (15 octobre 1977, 31 décembre 2007), en réalité d'impunité, qui blindent encore le franquisme et la monarchie.

Tout le monde et surtout les politiciens, jouent en Espagne sur la fibre mémorielle, mais le mouvement mémoriel s'est lui divisé, a beaucoup commémoré, mais n'a pas su pleinement s'adapter, se politiser, s'élargir pour prendre en compte l'épuisement du « modèle de la transition », jadis négocié par toutes les grandes forces politiques, ainsi que les nouveaux enjeux. « Les vertus » de la Transition se sont transformées, selon J.C. Monedero, en « vices » de la démocratie. En ce sens, l'enjeu catalan concerne bien toutes les Espagne. Qui plus est, c'est en Catalogne que la récupération de la mémoire républicaine était la plus avancée.

En Espagne, la mémoire n'est pas perçue comme une responsabilité d'Etat. Manipulée selon les nécessités du moment, elle se trouve sans cesse guettée par le révisionnisme. La « démocratie » espagnole repose toujours sur de grands trous noirs : les disparitions forcées (près de 140.000), morts « invisibles », les « organisateurs de l'oubli », le rôle de l'Eglise, complice et acteur du génocide, la diaspora républicaine, ses combats, la « répression économique » contre les « vaincus », les spoliations, le vol de milliers d'enfants républicains, les conséquences d'une hypocrite « non intervention » et de l'anti-communisme...

En France du grand Sud, le mouvement mémoriel reste vigoureux, mais, me semble-t-il, trop tourné vers le passé, vers la commémoration (souvent déficitaire de contenu politique), trop installé dans une mentalité « victimiste », trop dans l'affect, les pré-carrés, et parfois dans l'instrumentalisation... « Plus Républicain que moi, tu meurs !! ». Alors même que des pans entiers issus de l'exil ne se revendiquent pas « Républicains », mais antifascistes. Le mouvement me paraît donc insuffisamment convergent, insuffisamment tourné vers l'Espagne ; sans pour autant « s'ingérer ». Ne devrait-il pas développer une stratégie plus inclusive, plus transfrontalière et ouverte ? Aucun de ces concepts ne saurait devenir propriété exclusive. A propos d'ingérence, ne sommes-nous pas, nous, exilés ou fils (filles), petits-fils de l'exil, une partie légitime de l'Espagne, bien que non légale ? Rappeler par exemple l'indignité des autorités françaises d'alors (Daladier puis Vichy), n'est-ce pas dénoncer des choix de classe, et les faire partager par les démocrates espagnols ? Rester vigilants aujourd'hui ?

La France officielle demeure encore en retrait sur l'autocritique de ses choix pro-franquistes délibérés. Le 24.5.1944, Joseph Darland, chef de la fasciste et criminelle « milice », grand collabo, nommé responsable « au maintien de l'ordre », proposait la « solution finale » pour les « rouges » espagnols. Il fallait les regrouper dans des « centres » d'internement afin de les livrer par la suite aux nazis.

La Guerre d'Espagne a été vécue en France au jour le jour, dans la chair de milliers d'hommes et de femmes, et avec les clivages politiques que nous connaissons bien. « Mieux vaut Franco que le Front « crapular », « crapuleux ». La bataille de la mémoire s'avère donc fort politique et légitimement franco-espagnole. L'irruption et la montée de « Podemos » « parti (de moins en moins) anti-système », a paradoxalement freiné les courants et la revendication républicaine. « Podemos » s'est engagé à financer les ouvertures de fosses, les associations, mais ne met pas en cause globalement le modèle d'Etat (la monarchie parlementaire), le statut et rôle du roi, du « nouveau roi » (relooké), les accords de Franco avec le « Saint-Siège », etc. « Podemos » ne fait pas de la République une priorité. D'où le flou de son positionnement. « Podemos » tient compte de « la popularité » du nouveau roi (chef d'Etat) Felipe VI, et d'une opinion publique aujourd'hui moins anti-monarchiste que lors des frasques de Juan Carlos. « Podemos » ne veut pas perdre des voix sur la revendication, qui ne fait pas consensus, d'une République, fût-elle non capitaliste. Son leader, Pablo Iglesias, déclara au journal « 20 minutes » : « un référendum sur la République ou la monarchie n'est pas pour nous une priorité ». La troisième force politique du pays (69 sièges aux « cortés », un programme en 215 points sans aucune référence à la République) a lâché pour l'heure ce terrain.

Seule « Izquierda Unida », les communistes, des groupes libertaires, « anti-capitalistes », « alternatifs », des secteurs syndicaux, des associations mémorielles, etc., contestent la représentativité et la légitimité d'une monarchie fort « libérale » et conservatrice. Son positionnement sur la Catalogne nous a rappelé tristement le passé franquiste. L'intervention du « jeune roi » F. VI, c'était du Rajoy-Aznar dans le texte. A l'opposé, la maire de Barcelone, Ada Colau, et sa coalition « Barcelona en comú », ont enlevé de la mairie les symboles franquistes, et poursuivent la défranquisation... Reléguer au second plan la question républicaine ne permettra pas l'avènement par une constituante ni le vote, les luttes, pour une Espagne « plurinationale », une Espagne « de toutes les Espagne ».

A quand en France une grande assemblée de convergence de tous ceux qui œuvrent, à leur façon, avec leurs convictions, leur vécu, leurs rêves, leur douleur rentrée, leurs souvenirs, leurs blessures, leurs associations, à déterrer et faire vivre la mémoire encore séquestrée, qui livrent le multiforme combat de mémoire. A quand le dépassement de l'actuelle et préjudiciable dispersion ?

Jean ORTIZ.